

Ce lundi matin, une trentaine de demandeurs d'asile, [expulsés des squats de Bordeaux et de Saint-Médard-en-Jalles la semaine dernière](#), sont entrés dans la Bourse du travail pour « demander refuge ». Accompagnés par Médecins du Monde, Ovale Citoyen, Arev, et d'autres associations, ainsi que des citoyens militants, ils se sont installés dans le hall d'accueil.

A [France 3 Nouvelle-Aquitaine](#), le président d'Ovale Citoyen, Jean-François Puech a déclaré :

« Qu'on ferme des squats, très bien, certains sont dans un tel état qu'ils méritent d'être fermés. Mais derrière, qu'est-il prévu pour mettre ces personnes en sécurité ? [...] On a des cas de gale, d'infections, des furoncles. On a des personnes diabétiques... »

Les personnes concernées ont toutes leurs dossiers de demande d'asile en cours de traitement selon les responsables des associations. Sur place, les locataires de la Bourse du travail disent ne pas être surpris.

« La rumeur courait dimanche soir sur leur venue, raconte Julien Ruiz, de l'Union départementale CGT. Ici, on reçoit régulièrement des salariés étrangers ou qui sont maltraités, ou qui sont mal payés, ou pas payés du tout... On est sensibles à ces questions. »

Passer la nuit

Fin de matinée, des policiers pénètrent dans le bâtiment pour procéder à un contrôle. L'UD CGT rapporte que cette intervention s'est passé dans le calme :

« A l'évidence, la Bourse n'est pas un lieu de logement, ajoute Julien Ruiz. On a contacté la préfecture puisque ces cas relèvent de sa compétence et on a prévenu la mairie (propriétaire du bâtiment, NDLR). Sans doute que les policiers ont ainsi été contactés. Ils sont venus et nous ont dit qu'ils envisageaient une évacuation des lieux. On leur a dit qu'il fallait d'abord trouver une solution d'accueil digne de ce nom. Ils sont repartis ! »

Dans un communiqué de presse, l'UD CGT demande « à l'Etat, à Madame la Préfète, en lien avec l'ensemble des pouvoirs publics locaux (Mairie de Bordeaux, Métropole, Conseil départemental, communes,...), de prendre toutes leurs responsabilités en mettant à disposition un lieu d'urgence permettant l'accueil de ces femmes et ces hommes dans des conditions sanitaires et sociales dignes de ce nom » et de procéder « à un accompagnement dans le temps de chacune de ces personnes, leur permettant de vivre dignement ».

Par ailleurs, l'UD CGT appelle à un rassemblement ce mardi devant la préfecture à 11h30. En attendant, la trentaine de migrants sont toujours sur place et envisagent d'y passer la nuit.